

Le Front commun doit casser cette dictature de mononcles !

« Nous faisons face à un mur » dit le Front commun syndical des employés du secteur public (*Info-négo*, 11 septembre). « Les conditions d'exercice d'emploi sont épouvantables » a résumé Magali Picard, présidente de la FTQ. En effet : salles de classe bondées, urgences qui débordent, manque de garderies, listes d'attente partout ; bas salaires, temps supplémentaire obligatoire... Tout le monde le sait : la structure des services publics issue de la Révolution tranquille tombe en lambeaux, et si rien ne change ça va juste continuer d'empirer. Les « solutions » de Legault et de ses ministres, qui semblent tous sortir d'un film d'Elvis Gratton, consistent à augmenter encore plus les charges de travail et de couper dans les dépenses, tout en tentant de changer de sujet et de créer de l'hystérie collective contre les groupes vulnérables comme les immigrants et les personnes trans. Quant à elle, l'« opposition » parlementaire est on ne peut plus pathétique et à date rien ni personne ne se présente comme une alternative sérieuse.

Les 600 000 membres du Front commun, de la FIQ et les profs de la FAE ont démontré leur désir de se battre, et la population dans son ensemble peut et doit être mobilisée pour leur cause. Des augmentations de 20 %, défendre la caisse de retraite, l'amélioration des conditions de travail sont des demandes minimales on ne peut plus justes ; se mobiliser dans le plus grand Front commun en 50 ans est certainement un bon point de départ. Mais comment **gagner** cette bataille ? Même si la CAQ navigue présentement de crise en crise, le gouvernement anti-ouvrier et antisyndical de Legault ne va rien céder à moins de risquer de tout perdre. Alors la lutte actuelle du Front commun doit viser ni plus ni moins qu'à renverser la vapeur et à **casser** ce gouvernement rétrograde !

Pour commencer, il faut reconnaître les intérêts antagonistes du gouvernement d'un côté et des travailleurs/travailleuses de l'autre. L'intérêt du gouvernement Legault est de faire marcher la machine économique et sociale du Québec dans le sens de son programme pour plus d'« autonomie » dans le cadre du fédéralisme canadien et du système impérialiste mondial : son **intérêt** est donc de couper les salaires et toutes les dépenses qui affectent son déficit et sa cote de crédit. L'intérêt des travailleurs est de défendre leurs conditions de vie et de travail, et d'obtenir de meil-

leurs services publics gratuits et de qualité pour toute la population.

Les syndicats organisent maintenant des votes de grève, ce qui est évidemment essentiel — mais la question qui se pose c'est quelle stratégie peut contrer les armes du gouvernement-patron ? L'argument-massue du gouvernement contre les syndicats, c'est que le Québec manque d'argent : « À un moment donné, il faut être raisonnable » a vitupéré François Legault. Il ne peut pas y avoir de « la Labatt bleue pour tout le monde ». Utiliser l'épouvantail des déficits et des augmentations d'impôts pour tenter de rallier la population contre les travailleurs et travailleuses du secteur public est une tactique vieille comme le monde. Et c'est une tactique **qui marche** parce que la réponse du mouvement ouvrier jusqu'à présent a toujours été dans le même cadre de ce qui est dans l'intérêt de « l'État québécois ». Les chefs syndicaux cèdent ainsi d'avance le terrain de la bataille à l'employeur, en réduisant leur stratégie à ce qui est réalisable dans la logique budgétaire du gouvernement, suggérant simplement de mieux répartir les ressources, d'annuler les baisses d'impôts ou de se montrer plus « éthique » : « Si le gouvernement veut être un employeur de choix, comme il le prétend, cela doit se traduire dans ses offres » (*Info-négo*, 11 septembre).

Mais même pour atteindre les objectifs de base du Front commun, il va falloir **rompre** avec cette logique. En d'autres mots, il n'y aura pas d'améliorations réelles des conditions de travail dans le secteur public sans une bataille rangée **contre** les intérêts de Legault et de la classe capitaliste québécoise qu'il représente. Et avec un taux de syndicalisation de 40 % au Québec, parmi l'un des plus élevés au monde, et de 85 % dans le secteur public, ça ne devrait pas être si compliqué d'imposer la volonté des travailleurs et travailleuses. Pourtant, depuis plus de quarante ans, les syndicats du secteur public vont au contraire de défaites en défaites, et ça ne présage rien de bon pour 2023 non plus. La cause principale pour cet état de fait, c'est le dogme de la « concertation », devant lequel se prosternent tous les chefs syndicaux.

Cette stratégie de la « concertation » est enracinée dans la croyance que la nation québécoise dans son ensemble — travailleurs et patrons — ont des intérêts communs.

Mais si la création d'un État québécois fut effectivement une mesure de défense élémentaire contre l'oppression de tous les Québécois par les impérialistes anglophones, cela ne signifie *pas* que la contradiction fondamentale entre travailleurs et patrons disparaisse. Peu importe le parti au pouvoir, « l'État » québécois (vraiment une province de l'État canadien oppresseur) demeure l'instrument des employeurs, jamais celui des travailleurs : sinon, ça ferait belle lurette que les problèmes des services publics seraient résolus !

La pandémie de Covid-19, la guerre en Ukraine, la crise économique mondiale continuent d'avoir des impacts dévastateurs sur la population, au Québec comme ailleurs. Nous vivons dans une période de plus en plus instable, où le règne de la mondialisation néo-libérale dominée par les États-Unis commence à s'effondrer. Ça veut dire que les attaques contre la classe ouvrière vont aller en s'intensifiant partout dans le monde, alors que les grandes puissances et leurs laquais se repositionnent et cherchent à faire payer la facture aux travailleurs et aux plus démunis. Raviver un mouvement ouvrier qui sait se défendre est donc vital *ici et maintenant*. Mais pour gagner, le mouvement ouvrier doit être dirigé sur la base que les intérêts de la classe ouvrière et des patrons sont *irréconciliables*.

Les vraies leçons de la Révolution tranquille

Évidemment, les concepts de « concertation » ne tombent pas du ciel. Après deux cents ans d'oppression nationale abjecte sous les exploiteurs anglo-américains soutenus par l'Église catholique, la nation québécoise a pu se relever et faire des bonds de géant grâce aux réformes chapeautées par les gouvernements québécois des années 1960-70. Mais la véritable force motrice de ces bouleversements, *c'était la classe ouvrière*. Si la Révolution tranquille n'a pas mené à la libération nationale et sociale qu'elle promettait, c'est précisément parce que le mouvement ouvrier a été subordonné aux élites bourgeoises et aux partis politiques nationalistes qui faisaient obstacles à chaque pas aux avancées progressistes de la Révolution tranquille.

S'appuyant d'un côté sur la puissance des travailleurs québécois pour arracher des concessions aux impérialistes

anglophones, les gouvernants freinaient en même temps ce mouvement parce qu'ils n'allaient jamais remettre en question la cause fondamentale de l'oppression nationale du Québec *et* de l'exploitation des travailleurs : le système impérialiste mondial.

Le déclin de la lutte de libération nationale et la décrépitude des services publics trouvent leur origine commune dans les défaites de la classe ouvrière québécoise aux mains des élites nationalistes québécoises. Les attaques du gouvernement Lévesque contre les syndicats du secteur public en 1982-83 ont été le point tournant. Mais la défaite syndicale de cette époque, qui a présagé toutes les autres, avait été causée d'abord et avant tout par le soutien politique, explicite ou implicite, au PQ par les chefs syndicaux dans les années 1970-80 — qui constitue aussi l'origine même de la politique de « concertation » des syndicats. Ce parti des boss nationaliste québécois prétendait avoir un « préjugé favorable aux travailleurs » afin justement d'harnacher et de contrôler la classe ouvrière du Québec. C'était un pan essentiel de la stratégie du PQ pour la « souveraineté-association », stratégie qui n'a réussi en fin de compte qu'à perdre deux référendums et à imposer l'austérité néo-libérale à la classe ouvrière ! Avec leur appui politique au PQ, les directions syndicales de l'époque n'ont fait que *saboter* le mouvement de libération nationale et sociale et portent toute la responsabilité pour l'état lamentable des conditions actuelles !

Ce qu'il fallait au contraire c'était un parti de la classe ouvrière qui luttait pour arracher la direction de la lutte de libération nationale et sociale des mains de l'establishment nationaliste représenté par le PQ (et le Parti libéral de Jean Lesage avant lui). Mais la gauche marxiste durant la Révolution tranquille n'a jamais su se dresser comme une telle alternative—soit qu'elle se tirait dans le pied en niant le caractère progressiste de la lutte pour l'indépendance du Québec (comme le Parti communiste ou les maoïstes), soit elle capitulait à la bureaucratie syndicale nationaliste, comme la plupart des trotskystes, soit les deux en même temps. Et la gauche québécoise d'aujourd'hui, qu'elle soit fédéraliste (La Riposte socialiste ou Parti communiste-*Clarté*) ou nationaliste (l'aile nationaliste du Parti communiste du Québec, ou encore *l'aut'journal*), fait essentiellement la même chose.

En fin de compte, le véritable bilan de la Révolution tranquille, c'est que « l'État québécois » demeure une *province* subordonnée à l'impérialisme canadien et américain. Ce n'est pas « l'État de tous les Québécois », c'est l'instrument de la bourgeoisie québécoise mièvre et cheap subordonnée au fédéral, et qui va licher les bottes de Wall Street un million de fois avant de libérer le Québec de quelque façon. En prônant la « concertation » avec *ça*, les chefs syndicaux actuels et leurs supporters dans la gauche continuent d'enchaîner les travailleurs non seulement à Legault et aux boss « de chez nous », mais aux capitalistes oppresseurs du Canada anglais et des États-Unis aussi !

Pour la renaissance du mouvement syndical !

L'argument central des chefs syndicaux contre le gouvernement Legault dans les négos actuelles est que celui-ci ne respecte pas ses employés et qu'il ne négocie pas « de

Ligue trotskyste au Québec et au Canada



République ouvrière : republique.ouvriere@gmail.com
Workers Tribune : tl.workertribune@gmail.com

Montréal : C.P. 83 Succ. Place d'Armes
Montréal QC H2Y 3E9
(514) 728-7578
trotskyste.montreal@gmail.com

Toronto : C.P. 7198 Succ. A
Toronto ON M5W 1X8
(416) 593-4138
trotskyist.toronto@gmail.com

 @Rep_Ouvriere
Site web de la LCI : icl-fi.org

bonne foi ». Mais l'État-patron, comme n'importe quel autre employeur en système capitaliste, cherche à tirer le plus de la force de travail de ses travailleurs au moindre coût possible. Ce n'est pas une question de morale ou de mauvaise volonté, mais une question *d'intérêts économiques* purs et simples.

C'est au mouvement syndical à faire respecter *ses* intérêts : pour des hausses de salaires massives, pour des conditions de travail décentes, pour la santé et la sécurité, etc. Il faut **contrer** la puissance des patrons — leurs chantages économiques, leurs calomnies et leur répression éventuelle — par la puissance brute du mouvement ouvrier, par les armes de la classe ouvrière : grèves, occupations, lignes de piquetage de masse, etc. Mais ces tactiques élémentaires de la lutte syndicale ne seront efficaces que si elles sont maniées comme des armes dans la guerre entre la classe ouvrière et la classe capitaliste, et non pas pour gagner le « respect » et la « considération » de ce gouvernement antisindical ! En bref, pour que le Front commun actuel gagne la bataille, il doit viser à **casser** le gouvernement !

Un autre argument utilisé par les chefs syndicaux dans les négos est que les travailleurs ont fait des sacrifices dans la pandémie, donc ils devraient maintenant être compensés pour leurs efforts. Mais **qui** a fait avaler de tels sacrifices aux travailleurs et aux travailleuses, sinon ces mêmes bureaucraties syndicales ? En effet, gobant l'argument moral de « sauver des vies » des gouvernants comme Trudeau et Legault (qui voulaient surtout passer au travers de la crise au coût économique et social le plus bas possible), elles ont agi comme des adjoints du gouvernement en imposant confinements et surtravail à leurs membres. Les résultats ont été dévastateurs : pertes d'emplois, inflation, crise du logement, crise de la santé mentale, systèmes de santé et d'éducation en complet désarroi — et syndicats en déroute. Cette trahison toute récente des chefs syndicaux dans la pandémie n'a donc pas peu aussi contribué à la catastrophe actuelle.

Rejetant le chantage moral des gouvernements du monde entier, il y avait une autre voie possible pour le mouvement ouvrier dans la pandémie. C'était que la classe ouvrière se mobilise en action pour ce qui était **nécessaire** aux travailleurs et à la population dans son ensemble : plus de soins de santé, plus d'écoles, plus d'infrastructures de qualité (et bien aérées), plus de logements. Et c'est toujours ce qui est nécessaire aujourd'hui ! Contre l'argument hypocrite que les grèves du secteur public mettent des vies en danger ou sabotent l'éducation des enfants, il faut répondre par la mobilisation de tous les alliés des travailleurs pour de meilleurs soins et une éducation de qualité et accessible à tous !

La solution est limpide : il faut redonner le momentum au mouvement ouvrier, le raviver en **rompant** avec ses directions pro-capitalistes **maintenant**. Pour véritablement commencer à renverser la vapeur, défendre les services publics, avoir plus de logements de qualité et abordables, recommencer à faire avancer la lutte de libération des femmes et la quête d'indépendance nationale, il faut rallier les militants syndicaux les plus conscients et les former en une opposition révolutionnaire aux bureaucraties actuelles. Il faut bâtir une nouvelle direction qui non seulement se bat pour réaliser la libération nationale et sociale promise par

la Révolution tranquille, mais en même temps pour défendre les acquis les plus élémentaires **tout de suite** ! C'est la perspective que la Ligue trotskyste au Québec et au Canada met de l'avant en luttant pour construire un parti révolutionnaire qui se bat pour une république ouvrière. En l'absence d'une telle alternative, c'est clair que les choses ne vont que continuer d'empirer.

Syndicalisme de combat ?

Toute la gauche québécoise est également mise au défi. Mais au niveau des stratégies proposées de ce côté-là, c'est plutôt pathétique. Le plus gros groupe marxiste au Québec à l'heure actuelle, La Riposte socialiste, **rejette** explicitement la lutte pour la direction révolutionnaire des syndicats sous prétexte que la gauche est « trop petite » (« Perspectives 2023 de La Riposte socialiste », marxiste.qc.ca, 7 juin). Au lieu de cela, La Riposte s'agite dans les syndicats pour qu'ils reviennent au « syndicalisme de combat » des années 1970, critiquant les bureaucrates plus conservateurs qu'elle accuse de « syndicalisme d'affaires » et donnant son soutien à ces dirigeants syndicaux « de gauche » qui font écho à leur perspective, comme le Conseil central de Montréal de la CSN.

Évidemment, un peu de l'esprit combatif de mai 1972 ne ferait pas de tort ! Mais en soi la politique du « syndicalisme de combat » n'offre aucune perspective de victoire parce qu'elle n'est essentiellement que l'exaltation du militantisme syndical « pur ». L'idée qu'on puisse gagner plus d'acquis graduels pour les travailleurs avec le simple militantisme syndical « en entreprise » est un cul-de-sac : la partie patronale est organisée jusque dans les plus hautes sphères de l'État, elle a des chefs, elle a des polices et des armées si nécessaire, et elle va toujours chercher à reprendre de la main droite ce qu'elle peut concéder de la main gauche. Pour gagner, les travailleurs doivent se doter d'organiseurs qui comprennent et savent contrer les manœuvres des boss, d'un état-major qui sait engager chaque bataille dans le but de gagner la guerre — toutes choses que le « syndicalisme de combat » étroit et désorganisé ne peut pas fournir.

Même une petite organisation communiste doit s'opposer de façon intransigeante aux dirigeants ouvriers traîtres — qu'ils soient de droite ou « de gauche » — et démontrer la nécessité d'une direction révolutionnaire maintenant, sinon elle ne peut qu'aider à subordonner davantage les travailleurs

Abonnez-vous !

5 \$3 numéros de *République ouvrière* et
4 du *Bolchévik*, journal de la LTF, plus *Spartacist*

Nom _____

Adresse _____

Tél. _____

Courriel _____

Commandez/payez auprès de : Les Éditions collectives, C.P. 583,
Succ. Place d'Armes, Montréal, QC H2Y 3H8

aux bureaucraties pro-capitalistes. Le syndicalisme de combat a fini en queue de poisson dans les années 1970 précisément parce qu'il ne représentait *pas* une alternative aux bureaucraties syndicales nationalistes-bourgeoises, ni à la direction du mouvement de libération nationale dans son ensemble. On n'a pas besoin de rejouer dans ce film.

Québec solidaire, l'opposition de pacotille

Au niveau parlementaire, Québec solidaire dit donner son appui aux travailleurs du secteur public et s'opposer en général au privé en éducation et en santé, et se targue d'avoir mis de l'avant les problèmes du logement et du coût de la vie. Selon Gabriel Nadeau-Dubois, la CAQ est « incohérente » et ne connaît pas les problèmes « du vrai monde ». Soit, mais alors qu'une guerre à finir se prépare entre le gouvernement et les syndicats, alors que la tâche de l'heure est justement de se débarrasser de ce gouvernement antisyndical, QS ne fait que rabâcher des évidences et pleurnicher que M. Legault est déconnecté ou pas assez charitable. En d'autres termes, se tourner vers QS pour gagner quoi que ce soit de concret équivaut à vouloir éteindre un feu de forêt avec des ballounes d'eau.

Même si l'aile gauche de QS voudrait que le parti sorte dans la rue et soit plus « anticapitaliste », la réalité c'est qu'un parti de la classe moyenne montréalaise comme QS n'a aucune arme sérieuse pour combattre le patronat québécois qui se tient derrière la CAQ. C'est que fondamentalement, comme les chefs syndicaux, l'« opposition » de QS consiste à vouloir régénérer « l'État québécois » actuel. Mais toute avancée de la classe ouvrière, même les réformes les plus partielles, se frappe nécessairement aux intérêts de la classe capitaliste et ne peut être arrachée qu'en opposition à celle-ci.

Tout le programme de QS étant basé sur le mensonge qu'il est possible de concilier ces intérêts en administrant l'État constitue un obstacle à la mobilisation indépendante des travailleurs contre les patrons, la seule façon de faire avancer leurs intérêts fondamentaux. La leçon fondamentale de la Révolution tranquille c'est justement que si le mouvement ouvrier s'enchaîne à un parti qui ne représente pas ses intérêts mais ceux d'une autre classe (dans le cas de QS les petits patrons, les bobos de Rosemont et du Plateau et les soupes populaires), il va droit dans le mur !

Un programme socialiste pour sortir de la crise

Alors, comment renverse-t-on la vapeur *maintenant* ? La meilleure et seule façon de sortir le Québec de son marasme, c'est d'organiser une vraie lutte contre les monncles qui gouvernent le Québec ! Le but des grèves du Front commun ne doit pas être simplement de ramener Legault à la table des négos pour obtenir quelques pourcentages de plus, mais d'organiser une vraie *confrontation* qui mobiliserait l'ensemble de la société québécoise contre ce gouvernement qui est l'obstacle à tout progrès social ! Ce ne sont pas les raisons qui manquent et il y a un vrai potentiel de rallier des millions de gens derrière une vraie bataille pour une éducation et des soins de santé de qualité.

Cela inclut une lutte intransigeante pour l'avancement de la condition des femmes. Les enjeux de la pénurie de main-

d'œuvre, du surtravail et du temps supplémentaire obligatoire ramènent tous à la réalité de l'oppression de la femme en système capitaliste : reproduisant son rôle dans la famille nucléaire de prendre soins des enfants, des vieux, et de tout le monde, l'État-patron traite ses employées comme les dernières des servantes. Des mesures nécessaires et vitales comme interdire toute forme de TSO, d'organiser l'embauche massive et la formation sous contrôle syndical de nouveaux immigrants et de sans-emplois, de prendre le contrôle et d'exproprier les cliniques et écoles privées, d'exiger une semaine de travail plus courte (sans perte de salaires) et des investissements massifs en infrastructure et en services sont ou devraient toutes être des objectifs élémentaires du mouvement syndical. Mais quel est l'obstacle immédiat à décupler les investissements dans les services publics et à stopper le déclin de la condition des femmes ? C'est le gouvernement rétrograde de Legault ! La clé pour juste commencer à faire avancer toutes ces questions réside précisément dans la nécessité d'écraser le gouvernement de la CAQ.

Mais tout le problème, c'est que les bureaucraties syndicales (qui font pleins de beaux discours en défense des femmes et des services publics) *refusent* d'organiser la lutte avec ce but en tête, parce qu'elles *acceptent* que ce sont les patrons qui gouvernent. Pour gagner, le mouvement ouvrier doit rejeter ces politiques de « concertation » et les dirigeants qui les défendent et se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire qui peut se battre pour les intérêts immédiats des travailleurs et travailleuses, dans la mesure où il se bat en même temps pour l'intérêt général de l'ensemble de la classe ouvrière du Québec et du monde. Son cri de ralliement doit être : Pour la république ouvrière du Québec ! Pour le socialisme international !

À bas la « concertation » avec le gouvernement — dehors les monncles de la CAQ ! Les services publics doivent appartenir aux travailleurs : prenons-les ! Pour une direction révolutionnaire des syndicats ! Aucune confiance dans les partis capitalistes et nationalistes, ni CAQ, ni PLQ, ni PQ, ni QS — pour un parti des travailleurs anti-impérialiste qui se bat pour l'indépendance et le socialisme ! ■

Meeting public de la Ligue trotskyste

Le déclin de l'empire américain et la lutte pour le pouvoir ouvrier

Mercredi 4 octobre 2023 | 19h00

Centre St-Pierre
1212 rue Panet | Montréal | salle 105
(Métro Beaudry)